



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

Travaux tous corps d'état

PA25.65

**Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
Service achats et commande publique
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux tous corps d'état
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	Défini par lot
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3 - Type d'accord-cadre	5
1.4 - Modalités d'émission et contenu des bons de commande	5
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Durée et délais d'exécution	6
4.1 - Durée du contrat	6
4.2 - Délais d'exécution	6
4.3 - Reconduction	7
5 - Prix	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
5.2 - Modalités de variation des prix	7
Prix unitaires	7
Prix unitaires	7
5.3 - Répartition des dépenses communes	8
6 - Garanties Financières	8
7 - Avance	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
7.2 - Garanties financières de l'avance	8
8 - Modalités de règlement des comptes	8
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement	9
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations	10
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	10
9.2 - Préparation et coordination des travaux	10
9.2.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
9.2.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
9.3 - Bureau de Contrôle	11
9.4 - Etudes d'exécution	11
9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	11
9.5.1 - Gestion des déchets de chantier	11
9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
9.6 - Réception des travaux	11
9.6.1 - Dispositions applicables à la réception	11
10 - Développement durable	14
11 - Garantie des prestations	14
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	14
13 - Pénalités	14
13.1 - Pénalités de retard	14
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
14 - Assurances	15
15 - Clause de réexamen	15
15.1 - Clauses de substitution des produits de références	16

15.2 - Clauses de suspension des délais et pénalités	17
15.3 - Clauses de variation des prix du BPU.....	17
15.4 - Clauses de modification du périmètre des prestations	17
15.5 - Modifications relatives aux titulaires	18
17 - Résiliation du contrat.....	18
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
18 - Règlement des litiges et langues	19
19 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Travaux tous corps d'état - Site parisien

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Lots architecturaux - Plomberie - CVC
02	Electricité CFO - CFA

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Bons de commande et devis

Devis :

A chaque demande expresse du représentant de la commande, le titulaire est tenu de produire un devis chiffré des prestations envisagées, établi à partir des conditions de son marché pour définir objectivement la limite de dépense d'une commande. Le titulaire devra convenir avec le représentant de la commande si la prestation commandée nécessite un rendez-vous de cadrage du devis et/ou un rendez-vous sur site.

Ce devis est transmis dans les délais indiqués par le service émetteur de la commande étant entendu qu'il ne pourra être supérieur à quinze jours.

Ce devis sera vérifié par le représentant de la commande et le montant éventuellement corrigé sera pris en compte pour fixer la limite de dépense à porter sur le bon de commande. Le montant de ce devis n'a pas de caractère forfaitaire, la facturation ne portant que sur les prestations réellement exécutées et validées. Le devis précisera l'objet, le lieu, les prestations, les résultats et les livrables attendus, la limite de la dépense et les délais d'exécution.

Bon de commande

Les bons de commandes sont émis au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les droits du titulaire sont restreints, pour chaque commande, à la limite de dépense figurant sur le bon de commande. Le bon de commande précisera l'objet, le lieu, les prestations, les résultats et les livrables attendus, les délais d'exécution et la limite de la dépense. En cas de commande de plusieurs prestations dans le cadre d'un même bon de commande, celles-ci seront réalisées selon les délais et prescriptions particulières précisés sur le bon de commande.

Bon de commande modificatif ou complémentaire

Le représentant de la commande se réserve la possibilité de modifier les prestations en cours d'exécution. Cette modification sera concrétisée par un bon de commande rectificatif ou complémentaire sur lequel sera

rappelé le numéro et la date du bon de commande initial et indiqué le détail des prestations nouvelles demandées, le nouveau délai d'exécution, les nouveaux attendus ou livrables et le nouveau montant de la commande.

Interruption d'un bon de commande

En cas de nécessité, le représentant de la commande se réserve le droit d'interrompre une prestation en cours. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité. L'interruption d'un bon de commande sera notifiée au titulaire. Les prestations réalisées et validées seront payées.

Gestion de la commande

Si le titulaire constate, en cours d'exécution, que les prestations engagées vont excéder la limite financière fixée par le bon de commande, il devra en avvertir le représentant du service émetteur de la commande qui conviendra des suites à donner.

ASSIMILATION DES PRESTATIONS NON DÉCRITES AU BPU

Aucun chiffrage par assimilation à des postes présents dans le BPU ne sera accepté.

Si des prestations ne sont pas présentes dans le BPU, elles seront chiffrées par des heures de main d'œuvre et le prix de fourniture agrémenté du coefficient hors bordereau.

Le titulaire devrait transmettre les éléments permettant d'apprécier le prix des fournitures hors bordereau (prix fournisseur).

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

4.2 - Délais d'exécution

Les travaux doivent être exécutés dans un délai propre à chaque commande, fixé dans le bon de commande relatif aux prestations à réaliser, soit sous la forme d'une date limite d'exécution, soit sous la forme d'un

calendrier établi en accord avec le pouvoir adjudicateur. Le délai d'exécution ne commence à courir qu'à partir de la date d'effet du bon de commande commandant les prestations.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux sont compris dans le délai contractuel. Une attention toute particulière devra être accordée à la remise en état des lieux des abords de chantier. Un même bon de commande pourra être délivré pour l'exécution de prestations en plusieurs phases, cependant le pouvoir adjudicateur peut émettre un bon de commande par phase. Chacun de ces bons de commande mentionnera le(s) délai(s) d'exécution des prestations.

Fin de période des accords-cadres :

Postérieurement à la date d'expiration des accords-cadres, le titulaire sera tenu d'exécuter, aux conditions du marché, les prestations qui lui auraient été prescrites par bon de commande avant cette date, dans un délai ne pouvant excéder six mois après la date d'expiration de son marché.

A défaut, les pénalités correspondantes prévues sont applicables.

4.3 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du contrat d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT01 (n) / BT01 (o))$	Prix unitaires
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n) / BT47 (o))$	Prix unitaires

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT01	Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 2010
02	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

5.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du contrat, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

Les demandes de paiements sont établies par le titulaire et sont propres à chaque commande sur la base des prestations réellement réalisées. Par défaut, chaque bon de commande fait l'objet d'une unique demande de paiement. Toutefois, si le délai des travaux est supérieur à un mois, les demandes de paiement peuvent être mensuelles.

Les demandes de paiement sont à produire par le titulaire avant la fin du mois suivant celui au cours duquel les travaux ont été achevés.

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19753472000010

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

ENSAM - Site parisien
151 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les CCTP fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entière initiative du titulaire.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché peut proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011. Le titulaire du marché doit alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence. La norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, y compris dans les cas où la clause d'équivalence s'applique.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause serait invoquée sans respecter le délai de 1 mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier. Par dérogation à l'article 23.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze jours pour accepter ou refuser le produit proposé.

9.2 - Préparation et coordination des travaux

9.2.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution de l'accord-cadre, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la notification de l'accord-cadre.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'ouvrage 30 jours au plus tard après la notification de l'accord-cadre.

9.2.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, le bon de commande qui sera émis précisera, si besoin, la catégorie de l'opération à laquelle elle se rapporte et les coordonnées du coordinateur SPS seront alors communiquées au Titulaire.

Le cas échéant, un coordinateur SPS sera missionné par le MOA en adéquation avec les travaux effectués et les obligations s'y affèrent. Cette mission sera à la charge du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux prescriptions émises par le coordonnateur SPS et d'adapter sa prestation en conséquence.
Sur simple demande du maître d'ouvrage, il devra également fournir un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) adapté à la nature de la prestation à réaliser.

9.3 - Bureau de Contrôle

Le cas échéant, un contrôleur technique sera missionné par le MOA en adéquation avec les travaux effectués et les obligations s'y afférent. Cette mission sera à la charge du Pouvoir Adjudicateur.
Il est rappelé que le futur titulaire du présent marché devra se conformer scrupuleusement aux remarques du contrôleur technique et adapter son intervention en conséquence, **étant entendu que l'opération ne pourra être considérée comme terminée et donc réceptionnée qu'à l'établissement du RVAT vierge par le Bureau de Contrôle.**

9.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'ouvrage et remis gratuitement au titulaire.

9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.6 - Réception des travaux

9.6.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; il aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

9.7 Organisation hygiène et sécurité du chantier

OUVERTURE DU CHANTIER

Dans tous les cas, qu'il y ait période de préparation ou non, un procès-verbal d'ouverture de chantier (P.V.O.C.) ou un plan de prévention est établi par le maître d'ouvrage en présence du titulaire du lot concerné, et mentionné dans le compte-rendu de chantier ainsi que dans le Registre Journal tenu par le Coordonnateur s'il y en a un. Il est nécessairement antérieur au début des travaux.

Ce P.V.O.C ou plan de prévention est établi en présence :

- du représentant du maître d'ouvrage (assisté éventuellement par une personne d'un service spécialisé)

- du Coordonnateur de Sécurité et de Santé (phase réalisation),
- du titulaire ou le mandataire commun en cas de groupement solidaire d'entreprise ou de son représentant dûment habilité,
- du Contrôleur Technique ou de son représentant dûment habilité.

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (E.R.P.)

Les travaux devant se dérouler dans un établissement recevant du public pendant la durée de son exploitation, le titulaire (le mandataire commun en cas de groupement d'entreprises) aura prévu dans son prix et exécutera toutes les protections nécessaires aux séparations effectives et appropriées entre les espaces de chantier et ceux restant accessibles au public et/ou aux utilisateurs.

NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES

Les nettoyages des voies publiques et les circulations pour dessertes du chantier sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur et par les directives particulières données par ordres de service.

INSTALLATIONS DE CHANTIER

Des emplacements seront mis gratuitement à la disposition du titulaire dès le début du délai contractuel d'exécution des travaux, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux. Ces emplacements seront définis lors de la réunion d'ouverture de chantier et devront être remis en état avant l'expiration du délai d'exécution des travaux.

FLUIDES - ENERGIES

L'eau et l'électricité sont à la disposition du titulaire pour l'exécution des travaux. Cependant, afin de pouvoir utiliser ces fluides le titulaire devra systématiquement procéder à la mise en place d'un branchement de chantier autonome à la charge du titulaire, cette solution devant être privilégiée pour l'électricité chaque fois qu'elle sera justifiée par l'importance des travaux.

DEMOLITION DE CONSTRUCTIONS - COUPES D'ARBRES

En dérogation à l'article 31.10.1 du C.C.A.G.travaux, il est spécifié que le titulaire ne peut démolir les constructions situées dans l'emprise du chantier sans ordre de service spécial du maître d'ouvrage.

9.8 Organisation du chantier

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, le titulaire émet un document attestant du pouvoir de ses représentants, ou les représentants produisent un pouvoir attestant de leur habilitation à prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONTRAINTES DU SITE

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance des lieux sur lesquels vont se dérouler ses travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui peut rendre plus ou moins aisée l'exécution de ses travaux,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite de son chantier (services municipaux, service des eaux, gaz, électricité, télécoms, etc.).

REUNION DE CHANTIER - JOURNAL DE CHANTIER

Le titulaire est tenu de se faire représenter aux rendez-vous de chantier tenus à l'initiative du maître d'ouvrage et à toutes les réunions de coordination auxquelles il est convoqué, ainsi qu'aux réunions

organisées à l'initiative du Coordonnateur SPS. Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Des réunions extraordinaires peuvent être convoquées par le maître d'ouvrage, le maître ou le CSPS.

PROTECTION CONTRE LES NUISANCES DE CHANTIER

Le titulaire doit, à ses frais, prendre toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature :

- bruits,
- odeurs, fumées, gaz,
- poussières, saletés,
- présence de détritiques divers et gravois,
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions,
- ouverture de tranchées,

Le titulaire doit prendre en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement. Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent :

- Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.
- Il a à sa charge les moyens techniques mis en oeuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux. Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulements existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est proscriit. Le titulaire signale au maître d'ouvrage tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'ouvrage peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières. Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées. En dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants. D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement

Poussières

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'ouvrage peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

NETTOYAGE DE CHANTIER

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent de son emprise de chantier.

Le maître d'ouvrage fait procéder aux frais du titulaire à tout nettoyage et enlèvement de gravats qu'il juge nécessaires, si le titulaire ne satisfait pas à son obligation. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages. En cas de nécessité, le maître d'ouvrage pourra faire appel à une entreprise spécialisée de nettoyage au frais du titulaire. Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté. A défaut, il lui sera fait application de la pénalité prévue au marché.

9.9 Contrôles et vérifications

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en oeuvre.

Tous les contrôles des ouvrages et/ou parties d'ouvrages définis dans le marché (CCTG et CCTP notamment) sont à la charge exclusive du titulaire, quels que soient leurs résultats. Ces contrôles sont exécutés par un organisme notoirement compétent, que le titulaire soumet à l'agrément du maître d'ouvrage. Une copie des résultats est adressée directement au maître d'ouvrage par l'organisme chargé du contrôle.

Le maître d'ouvrage et/ou le contrôleur technique pourront se faire représenter lors de ces vérifications. Les dispositions relatives à l'autocontrôle définies dans le CCTP doivent être strictement appliquées. Le responsable de l'autocontrôle au sein du titulaire pour le chantier doit être nommé pendant la période de préparation. Le CCTP définit le niveau de qualité des prestations et matériaux demandés, le titulaire ne pouvant les substituer que sous réserve d'un accord expresse du maître d'ouvrage.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du contrat.

11 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 30,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 7 jours, par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux. Celles-ci sont cumulables entre elles.

Pénalités	Valeurs	Observations
Retard dans la remise d'un devis	150,00 € HT par jour calendaire de retard	

Retard dans le démarrage des travaux	2 % du montant total des travaux (min. 150 € valeur MO) par jour calendaire de retard	
Retard dans l'exécution des travaux	2 % du montant total des travaux (min. 150 € valeur MO) par jour calendaire de retard	
Non-remise de documents (rapports, DOE, etc.)	100,00 € HT par jour calendaire de retard	
Absence à une réunion ou convocation	150,00 € HT par réunion ou convocation manquée	
Non-repliement des installations de chantier et non-remise en état des lieux	200,00 € HT par infraction	Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée sans effet, faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.
Non-respect des engagements pris dans l'offre ou le mémoire technique	200,00 € HT par infraction	Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée sans effet, faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

15 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas mentionnés à l'article 15.1 et suivants :

15.1 - Clauses de substitution des produits de références

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'une des fournitures prévues au contrat pour des raisons extérieures au titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer de nouveaux produits dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire transmet à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant a minima :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du produit susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la preuve de ce que le titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande de la fourniture concernée dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels.

- Le ou le(s) produit(x) de substitution proposé(s).

- La conformité du ou des produit(x) proposé(s) avec les conditions fixées par le contrat et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des produits de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, l'acheteur dispose d'un délai de quinze jours pour notifier sa décision au titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de fournitures proposées, l'acheteur précise le ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par l'accord-cadre.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Par dérogation à cette stipulation, les prix provisoires sont notifiés par ordre de service dans les quinze jours qui suivent la décision de l'acheteur.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

15.2 - Clauses de suspension des délais et pénalités

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

Dans un délai de quinze jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le titulaire signale à l'acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

A la suite de la réception de cette demande, l'acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s). Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'acheteur s'impose au titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

15.3 - Clauses de variation des prix du BPU

La formule de révision prévue à l'article 5.2 dudit cahier et ses paramètres sont modifiés dans les cas suivants :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte ou de modifications apportées à leur mode de calcul ;
- si les taxes récupérables (en particulier TVA sur le gazole) sont modifiées en cours de marché alors que l'indice correspondant est un indice TTC, la valeur de l'indice de référence sera réajustée afin de neutraliser cette modification ;
- si le titulaire est confronté à des circonstances imprévues et que la formule initiale ne permet pas à ce dernier d'exécuter les prestations dans des conditions normales. Le cas échéant, une formule de révision adéquate peut être proposée par les deux parties pour y remédier.

Comme autre solution, le titulaire peut également communiquer à l'ENSAM par tous moyens, le pourcentage d'augmentation qu'il souhaiterait appliquer, et ce, au moins deux mois avant la date prévue pour l'application de ce pourcentage.

L'ENSAM disposera à réception, d'un délai d'un mois pour se prononcer sur son acceptation ou son refus de tout ou partie de la proposition.

Dans l'hypothèse où aucun accord sur les solutions proposées n'aboutirait, l'ENSAM dispose de la faculté de prononcer la résiliation de plein droit autre que pour faute du titulaire, et ce sans indemnité.

15.4 - Clauses de modification du périmètre des prestations

L'ENSAM se réserve le droit de modifier le présent contrat via des clauses de réexamen au motif d'un ajustement des prestations à la hausse comme à la baisse. Ces modifications interviendront quel que soit leur montant.

Les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés météorologiques, matérielles ou temporelles et/ou, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

15.5 - Modifications relatives aux titulaires

15.5.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le service juridique de l'ENSAM par écrit à l'adresse suivante : marches@ensam.eu

Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

15.5.2 - Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

15.5.3 - Modification du groupement en cours d'exécution du présent accord-cadre

Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°.

Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 52 du CCAG-Travaux.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur renonce à la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou

raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 4.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 10.5 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG - Travaux